

Monsieur l'Orateur, ce n'est pas moi qui l'ai implanté, ce système, ce n'est pas moi qui le tolère et ce n'est pas moi non plus qui l'engraisse et l'alimente. Mais le député de Trois-Rivières est un des responsables du système actuel et je tiens en outre à ce que les électeurs de sa circonscription le sachent une fois pour toutes.

Tantôt, on citait le rapport du Conseil économique du Canada, qui disait qu'il faudrait éventuellement examiner en profondeur la question monétaire du Canada. On ne saurait continuer à administrer selon le présent système financier.

Je lisais, justement hier, dans un journal de Montréal, que toutes les municipalités de la ville de Montréal accusent un déficit de \$6,225,000 dans le moment. Les municipalités doivent payer ou verser, au titre de la dette seulement, 60 p. 100 du budget municipal.

Et l'on considérerait comme convenable un système qui oblige à imposer une surtaxe de 3 p. 100, qu'on appelle «un mal nécessaire» afin de drainer davantage le revenu des contribuables et le pouvoir d'achat des consommateurs canadiens!

On nous dit: Essayons-le pour un an et nous pourrons alors constater les résultats. Quels résultats a donnés cet impôt adopté l'an dernier par le Parlement? L'inflation est plus grave aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a un an. On a imposé des restrictions aux municipalités, aux commissions scolaires, aux provinces.

On vient tout juste de terminer une conférence fédérale-provinciale sur la constitutionnalité et sur la répartition de l'assiette fiscale au Canada. On s'est «chamaillé» au sujet du droit de taxation. Les provinces, chacune leur tour, ont dit au gouvernement fédéral: Nous n'en voulons plus du champ de taxation du Canada. Et le gouvernement fédéral a dit: Nous en avons besoin. Nous préleverons des taxes, puis nous en distribuerons le fruit à la population.

Monsieur l'Orateur, c'est ce qu'on a toujours fait au Canada. On a taxé, mais quand est venu le temps de donner de l'argent à la population, on a lamentablement échoué dans tous les domaines, même si l'on invoque comme raison qu'on bénéficie de la sécurité sociale.

Je pourrais en parler toute la nuit de la sécurité sociale, ainsi que de la façon dont elle est administrée dans le Québec comme dans d'autres provinces canadiennes. On oblige des mères de famille à aller s'humilier dans les bureaux du gouvernement et étaler leur misère dans un pays qui regorge de biens de toutes sortes, leur accordant en retour une maigre pitance de \$105, \$110 ou \$125 par mois pour faire vivre leur conjoint, de même que

cinq, six ou sept enfants. Si c'est cela l'équilibre économique, si c'est cela la société juste, je me demande où nous allons avec les solutions actuellement proposées par le gouvernement.

Le député de Trois-Rivières a été tout de même assez honnête pour dire que le Ralliement créditiste présente une solution au problème. Qu'est-ce que nous proposons? Nous proposons le contraire de ce que suggère le gouvernement, en voulant dépenser selon les taxes qu'il reçoit. La limite des dépenses doit s'harmoniser avec le système de taxation. Nous taxons pour 10 milliards? Limitons nos dépenses à 10 milliards! Et, pendant ce temps-là, les excédents de produits s'accumulent dans les usines, dans les magasins, chez les grossistes, dans les entrepôts, et ce partout au Canada.

Il m'a récemment été donné de visiter l'Ouest canadien. Il y a trop de blé dans l'Ouest et trop de bois dans la Colombie-Britannique. En Ontario, il y a trop de maïs dans la région de Toronto et trop de bois dans le Nord de l'Ontario. Au Québec il y a trop de lait et d'autres produits. Au fait, les cultivateurs étaient ici, il y a à peine deux jours, pour nous dire leurs problèmes des excédents de lait. Si nous allons dans les provinces Maritimes, nous constatons qu'il y a trop de poisson, trop de bois et trop de pommes de terre au Nouveau-Brunswick, de même qu'à l'Île du Prince-Édouard. Devant cette situation, le gouvernement dit: Notre pouvoir de dépense, c'est la taxation. Et nous, qu'est-ce que nous disons, par contre? Nous disons qu'un gouvernement responsable devrait reconnaître que son pouvoir de dépense, c'est le pouvoir de production du pays et qu'il faudrait baser nos dépenses sur notre production.

Si nous produisons pour 72 milliards, il faudrait qu'il y ait suffisamment de crédit en circulation pour permettre à la production d'atteindre les consommateurs canadiens. Et alors, la pauvreté serait effectivement abolie.

Mais on tourne plutôt en dérision les propositions créditistes qui visent tout simplement à faire en temps de paix ce que les gouvernements ont su si bien faire en temps de guerre. Lorsque nous sommes entrés en guerre en 1939, alors qu'un gouvernement libéral était au pouvoir, on a dit: Rendons financièrement possible ce qui est physiquement réalisable. Le premier geste du gouvernement Mackenzie King a été de faire créer, par l'entremise de l'honorable J. L. Ilsley, ministre des Finances, pour 200 millions de dollars de crédits nouveaux, sans intérêt, qu'émettrait la Banque du Canada pour lancer la fabrication de canons, d'obus, d'engins de destruction et pour «habiller» nos jeunes qui étaient nus depuis 10 ans, pour les nourrir, les loger et les